

LIVRET PÉDAGOGIQUE

(des) Espoirs de Paix

Trois contenus thématiques
sur le thème de l'édition 2026



Normandie pour la paix

Portée par la Région Normandie pour prolonger le travail de mémoire engagé depuis 1945, l'initiative Normandie pour la Paix vise à faire de la région un laboratoire de la paix durable. Elle promeut toute l'année les valeurs de paix, de liberté et de démocratie à travers des projets, rencontres et actions éducatives. Structurée autour de quatre axes – *Campus, Dialogues, Ressources, Culture & sciences* – elle aide notamment les jeunes à comprendre les enjeux internationaux et à s'engager pour un monde plus juste.

Le Forum mondial 2026

Le Forum mondial Normandie pour la Paix rassemble chaque année des milliers de lycéens, une centaine d'experts internationaux ainsi que des représentants de gouvernements, du monde académique et de la société civile. Ouvert à tous, il constitue un lieu unique pour débattre des tensions mondiales, de la prévention des conflits et de la paix. La huitième édition, les 9 et 10 avril 2026 à l'Abbaye aux Dames de Caen, aura pour thème **(des) Espoirs de Paix**, et mettra en avant de nouvelles dynamiques : pouvoir croissant des pays du Sud, influence majeure des acteurs numériques sur la géopolitique mondiale, rôle actif des jeunes générations sur les sujets climatiques et politiques.

Retrouvez en ligne les autres ressources pédagogiques de **Normandie pour la paix** :

Le **Pearltrees** du Réseau Canopé, regroupant les ressources essentielles et notions clés du Forum.



tinyurl.com/NPPcanopee

Une **plateforme** Genially avec des contenus numériques en lien avec les thématiques du Forum.



tinyurl.com/NPPcontenus

Un **centre de ressources** dédié à la paix, aux droits humains et à la liberté.



tinyurl.com/NPPressources

Dans le médiacentre de l'ENT, retrouvez **Brief.me**, le journal en ligne qui résume l'essentiel de l'actualité de la journée :

app.brief.me



brief.me

x



Présentation du contenu du livret

Ce livret pédagogique réalisé par la rédaction de [Brief.me](#) rassemble trois dossiers thématiques en lien avec l'édition 2026 du Forum Normandie pour la paix. Chacun comporte :

- un article rédigé par Julie Bringer, journaliste, qui contextualise en plusieurs dates le thème.
- une infographie réalisée par François Prosper, infographiste, pour expliquer un aspect du sujet.
- une activité pédagogique d'1h qu'un enseignant peut animer en classe, conçue par Louis Barchon, chef de projet éducation et médiation.

Sommaire

THÈME 1 La défense européenne

Article journalistique (avec infographie)	4
Activité pédagogique : Simulation diplomatique sur la défense européenne	8

Lien avec les programmes scolaires

Ce thème permet de couvrir les sujets de défense (HGGSP), l'analyse des faits (enseignement scientifique) et le dialogue argumenté (français et philosophie). Il aide également les élèves à comprendre les enjeux géopolitiques européens en les replaçant dans leur dimension sociale et politique (EMC).

THÈME 2 Les géants du numérique, nouveaux acteurs géopolitiques

Article journalistique (avec infographie)	24
Activité pédagogique : Enquête sur les géants du numérique	28

Lien avec les programmes scolaires

Ce thème aborde l'influence que les acteurs du numérique exercent sur la manière dont l'information est traitée en ligne (HGGSP) et le lien avec leurs modèles économiques (SES). Il développe l'esprit critique des élèves sur la désinformation (EMI) et explique le cadre réglementaire qui s'applique au sein de l'UE pour s'en prémunir (EMC).

THÈME 3 Le populisme au XXI^e siècle

Article journalistique (avec infographie)	44
Activité pédagogique : Analyse du discours populiste contemporain	48

Lien avec les programmes scolaires

Ce thème traite de l'interprétation des sources (histoire-géographie), de l'analyse argumentative (français) et de la vérification des informations (enseignement scientifique). Il renforce l'esprit critique des élèves en leur fournissant des clés de compréhension sur la politique contemporaine (EMC).



La défense européenne

Le début de l'invasion russe en Ukraine, en 2022, a entraîné des questionnements sur la défense du continent. Si une grande partie des pays européens sont membres de l'Otan, le principe de défense mutuelle au sein de cette alliance a été remis en question par le président américain, Donald Trump. Ce dernier fait par ailleurs pression pour que les membres de l'Otan dépassent largement le seuil des 2 % du PIB consacrés aux dépenses de défense. Ces événements poussent certains pays européens à chercher à s'émanciper du soutien américain et à renforcer leur coopération militaire.

Le concept

Le continent européen ne dispose pas d'une défense commune. **La coopération dans ce domaine passe par l'UE et par l'Otan, une alliance militaire de 32 pays, qui ne couvrent pas tous les pays d'Europe.** Par exemple, le Royaume-Uni et la Norvège font partie de l'Otan, mais pas de l'UE, l'Autriche et l'Irlande sont membres de l'UE sans faire partie de l'Otan, tandis que la Suisse n'appartient à aucune des deux alliances. Si l'UE n'a pas d'armée, elle fait coopérer celles des États membres. Ses décisions de défense sont prises par le Conseil de l'UE (qui rassemble les ministres des États membres en fonction du sujet concerné, en l'occurrence les ministres de la Défense), un comité des ambassadeurs et un comité des chefs d'état-major, explique le site du Conseil. Dans l'Otan, créée en 1949, les décisions sont prises au Conseil de l'Atlantique nord, où siège un représentant de chaque État membre. Ses opérations militaires sont menées par les États membres qui « mettent volontairement à disposition » des effectifs, explique le site de l'Otan.

Les pays membres de l'Otan

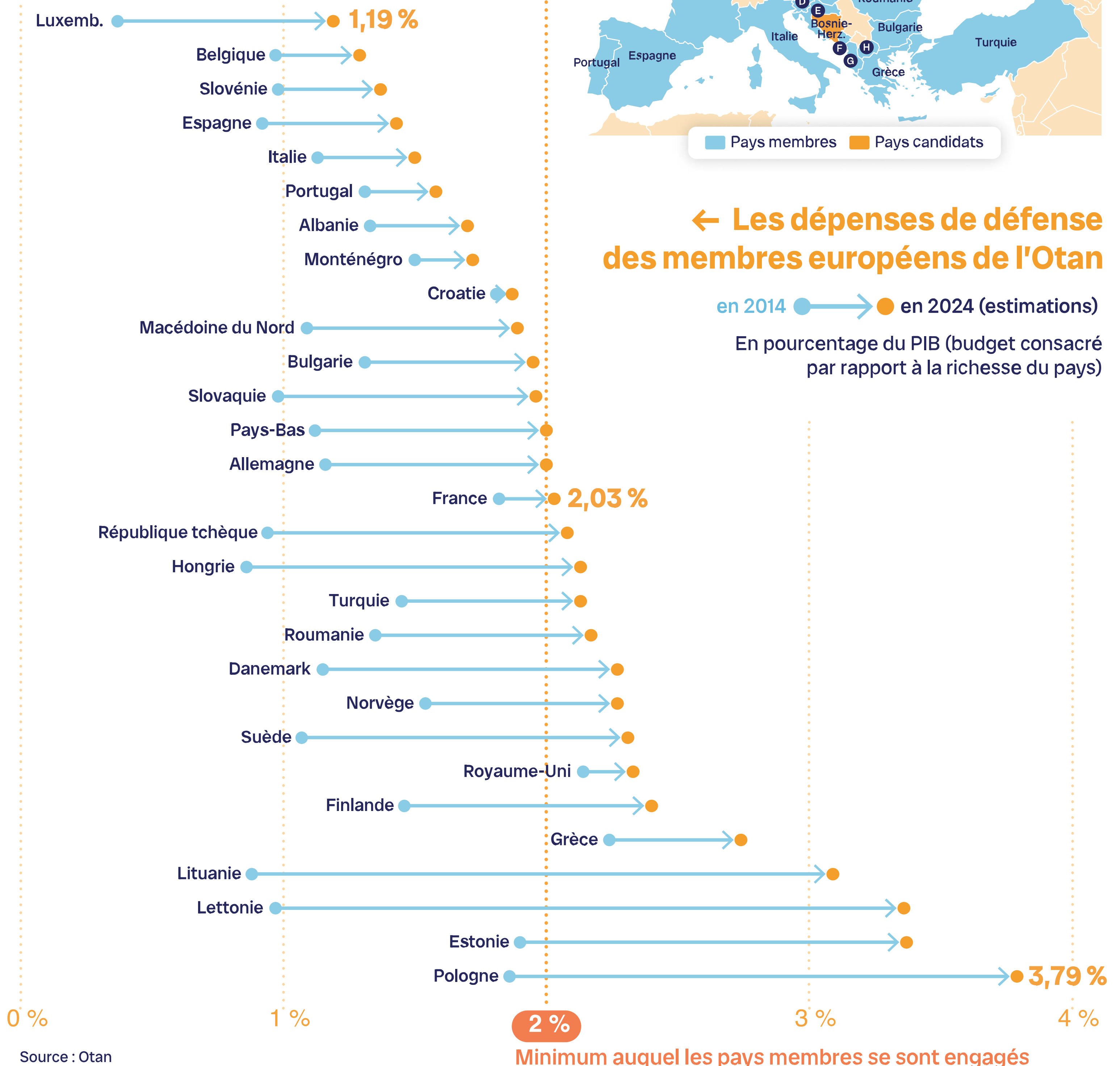
En 2024, la majorité des pays européens membres de l'Otan ont consacré à la défense plus de 2 % de leur PIB, soit le niveau fixé par l'organisation.



← Les dépenses de défense des membres européens de l'Otan

en 2014 ● → ● en 2024 (estimations)

En pourcentage du PIB (budget consacré par rapport à la richesse du pays)



Source : Otan

Les dates-clés

1992

Une politique de défense commune

La Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) aux États membres de l'UE est instaurée par le traité sur l'UE, signé en 1992 à Maastricht. **Elle a pour but de « promouvoir la paix, la sécurité et le progrès en Europe et dans le monde »**, d'après le traité. En 1952, une Communauté européenne de défense visant à établir une armée commune avait été envisagée par certains pays d'Europe, mais avait été rejetée par la France, qui craignait une perte de souveraineté. En 1992 est également créé l'Eurocorps, un état-major multinational regroupant 11 pays, comptant 1 000 militaires et situé à Strasbourg, selon le site du ministère français de la Défense. Il peut être mobilisé par l'UE ou par l'Otan. Les États membres de l'UE fixent en 1999 comme objectif de la PESC la capacité à mobiliser 60 000 militaires pour réagir à un conflit, puis en 2004 l'aptitude à lancer une opération en cinq jours, explique Vie-publique.fr, un site de l'administration française.

2002

Partenariat entre l'UE et l'Otan

L'UE et l'Otan signent en 2002 une déclaration commune appelée Identité européenne de sécurité et de défense (IESD), qui ouvre la voie à une coopération militaire entre les deux alliances. **« Les pays membres de l'Otan se déclarent disposés à donner à l'UE l'accès aux moyens et capacités de l'Otan pour des opérations » militaires**, explique le site d'information sur l'UE Toute l'Europe. La première opération dans le cadre de l'IESD a lieu en Macédoine du Nord en 2003, afin de faire respecter l'application des accords de paix conclus entre le gouvernement et des rebelles albanais. Entre 2003 et début 2025, l'UE mène 40 opérations militaires ou civiles (y compris hors du cadre de l'IESD), selon le site du Parlement européen. Cependant, toutes ces missions sont « de gabarit modeste et d'objectifs très limités », estime le chercheur Claude Nigoul dans un article paru en 2019 dans la revue L'Europe en formation. Selon lui, l'UE a besoin du « feu vert américain » pour chaque opération, en raison du rôle des États-Unis dans l'Otan, et leurs intérêts « ne coïncident pas nécessairement ».

 2007**Une clause de défense mutuelle**

Signé en 2007 par les États membres de l'UE, le traité de Lisbonne introduit une clause de défense mutuelle. « Au cas où un État membre serait l'objet d'une agression armée sur son territoire, les autres États membres lui doivent aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir », prévoit le traité. **Cette clause est invoquée pour la première fois par la France en 2015 après les attentats du 13 novembre.** Plusieurs pays, comme l'Allemagne et le Royaume-Uni, apportent alors un soutien à des opérations françaises antiterroristes, par exemple en Syrie et en Irak. Le traité de Lisbonne prévoit également une « coopération structurée permanente » entre les États membres souhaitant développer des forces et des projets de recherche multinationaux. Prévue pour 2010, cette coopération n'est concrétisée qu'en 2017 par 23 pays. Dans un bilan en 2021, le ministère français de la Défense rapporte que 46 projets sont lancés, parmi lesquels le développement d'un système de protection contre les missiles.

 2022**Projet de force commune**

Le Conseil européen, qui réunit les dirigeants des États membres de l'UE, adopte en mars 2022, quelques semaines après le début de l'invasion russe en Ukraine, un plan de sécurité prévoyant de créer « une capacité de déploiement rapide » comptant jusqu'à 5 000 militaires. « L'UE doit gagner en rapidité, en capacité et en efficacité », selon le document. Cette décision est un revirement, le projet de fonder une armée européenne ayant été abandonné dans les années 1990 « au nom du principe de "non-duplication" avec l'Otan », explique le politologue Maxime Lefebvre dans un article publié en 2022 sur le site The Conversation. **Cette idée avait été relancée d'abord en 2015 par Jean-Claude Juncker, alors président de la Commission européenne, l'une des deux branches exécutives de l'UE, puis par Emmanuel Macron en 2018.** Kaja Kallas, la haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères, a annoncé en mai 2025 que la « capacité de déploiement rapide » était désormais opérationnelle. Elle n'a pas encore mené d'opération.

Simulation diplomatique sur la défense européenne



Durée : 55 minutes

Public : activité à destination des lycéens

Matériel pédagogique fourni : une fiche pays et une fiche aide pour chaque délégation; une fiche aide et un modèle de résolution pour l'enseignant.

© Union européenne, 2025

L'atelier prend la forme d'un jeu de rôle où les élèves incarnent, par groupe de deux à quatre, la délégation d'un pays européen. À travers la simulation d'un sommet extraordinaire sur la défense européenne, ils débattent, négocient et tentent d'aboutir à une résolution commune. Cette activité pédagogique permet de découvrir le fonctionnement concret de la diplomatie multilatérale et les positions des différents pays européens en matière de défense européenne.

Objectifs pédagogiques :

- Comprendre les enjeux des négociations européennes en matière de sécurité collective.
- Apprendre à argumenter et coopérer pour défendre les intérêts d'un pays dans une négociation internationale.
- Prendre conscience de la complexité des relations entre les différents pays.

🏆 CONDITION DE VICTOIRE

Les pays gagnent collectivement si la résolution est adoptée. Ils perdent collectivement si la résolution n'est pas adoptée. Chaque pays peut également perdre individuellement si la résolution contient sa **ligne rouge**, une proposition indiquée sur sa fiche pays qu'il doit absolument faire passer OU empêcher à tout prix de faire passer.

🎯 PRÉPARATION EN AMONT

L'enseignant attribue chaque élève à la délégation d'un pays. Il explique ce qu'est l'Otan et affiche au tableau une carte de l'Europe, afin d'aider les élèves à situer géographiquement leur pays. Pour la répartition des pays, il est recommandé de donner les plus difficiles aux élèves les plus investis.

Pays	Difficulté du rôle	Pays	Difficulté du rôle
 Allemagne	★	 Pays-Bas	★★
 France	★	 Roumanie	★★
 Suède	★	 Hongrie	★★★
 Pologne	★	 Italie	★★★
 Finlande	★★	 Royaume-Uni	★★★

Chaque groupe d'élèves reçoit une fiche aide, avec les règles du jeu, et une fiche pays, contenant la position officielle du pays qu'il représente et ses objectifs lors de la négociation. Les élèves d'une même délégation se répartissent les rôles entre les **négociateurs** (qui vont prendre la parole et négocier avec les autres pays) et les **conseillers** (qui prennent des notes lors des négociations et peuvent poser des questions aux autres délégations pour connaître leur position). Il en faut au moins un de chaque.

Rappels géopolitiques

- **4 avril 1949** : le Traité de l'Atlantique Nord crée l'Otan, alliance militaire menée par les États-Unis dont l'Article 5 prévoit un principe de défense collective. La France, l'Italie, les Pays-Bas, le Royaume-Uni font partie des membres fondateurs de l'alliance. Ils sont rejoints par la République fédérale d'Allemagne (1955), puis la Hongrie et la Pologne (1999), la Roumanie (2004), la Finlande (2023) et la Suède (2024).
- **24 février 2022** : invasion de l'Ukraine par la Russie.

Le jour de la simulation, les élèves apportent leur fiche pays et leur fiche aide, qui leur permettra de se rappeler les règles et objectifs du jeu. Chaque délégation écrit sur son chevalet le nom de son pays. Il est recommandé d'organiser les tables en U, pour favoriser l'immersion et la capacité des délégations à se voir et s'entendre. Les élèves d'une même délégation se mettent à côté dans la salle. Les négociateurs sont assis, et les conseillers sont debout derrière eux (comme c'est le cas lors de sommets internationaux).

DÉROULÉ

1. Mise en contexte (5 min)

L'enseignant rappelle le scénario initial et les règles du jeu (v. fiche aide). Il joue le rôle de président de séance pendant la négociation diplomatique, dont l'objectif est que les dix pays parviennent à une **résolution commune** sur la défense européenne. Il montre au tableau la résolution commune, dans un document déjà prérempli avec la proposition de départ de chaque pays (à télécharger pour pouvoir le modifier) : docs.google.com/document/d/1UII2vZG-La5f00fquZwdRTwj6uQ9ucHR6mmYG_3krIQ/edit?usp=sharing

Il rappelle à ce stade que chaque délégation a des objectifs différents, et qu'il ne sera sans doute pas possible de tous les atteindre : chaque délégation doit donc faire preuve de souplesse pour essayer de se rapprocher de ses objectifs. Pour que les négociations restent fluides, il est conseillé aux délégations de jouer cartes sur table sur leurs intérêts et objectifs.

2. Négociations bilatérales (15 min)

Les élèves circulent librement pour discuter de la résolution. Pour trouver un terrain d'entente, ils peuvent proposer :

- d'abandonner leur proposition de départ.
- de proposer la reformulation de leur proposition de départ : c'est ce qu'on appelle un **amendement**.

Lors de ces phases de négociation, la prise de notes peut porter aussi bien sur les intérêts identifiés des autres pays, ou sur la rédaction de l'amendement que la délégation voudra soumettre en plénière. Si la délégation est composée de plus de deux élèves, il est possible d'avoir plusieurs élèves qui vont négocier en même temps avec des délégations différentes.

L'enseignant veille à ce que chaque groupe participe activement.

3. Plénière - Amendements (5 min)

À tour de rôle, chaque délégation annonce à haute voix si elle abandonne, reformule, ou ne change rien, à sa proposition de départ. L'enseignant met à jour la résolution avec ces modifications.

4. Plénière - Nouvelles propositions à la résolution et discussion finale (20 min)

Les négociateurs restent à leur place et peuvent proposer, à tour de rôle, une seule nouvelle proposition. Pour cela ils sont invités à se concerter avec leur propre délégation, avant de lever la main pour proposer leur unique nouvelle proposition. L'enseignant met à jour la résolution avec ces modifications.

Au cours de cette phase, les discussions autour de la table sont libres : les propositions peuvent donc être amendées, ou abandonnées, en fonction des débats. Les négociateurs ne sont pas autorisés à se lever de table, mais les conseillers peuvent se déplacer librement pour s'enquérir des attentes des autres délégations.

Une fois que toutes les délégations ont proposé leur nouvelle proposition, ou si les 20min sont passées, l'enseignant déclare la fin des négociations et annonce le vote de la résolution.

5. Vote sur la résolution et débriefing collectif (10 min)

Il peut arriver que plusieurs propositions se contredisent à ce stade. Dans ce cas, il est procédé à un vote à main levée, pour savoir laquelle des deux est conservée. Puis chaque délégation se met d'accord pour savoir si elle souhaite ou non voter la résolution dans son intégralité. L'enseignant demande aux délégations de voter à main levée, puis annonce si la résolution est adoptée ou non. S'ensuit un échange sur les dynamiques de négociation, les difficultés à concilier des positions divergentes et l'intérêt de l'exercice pour comprendre la géopolitique européenne :

- Qu'est-ce qui a fait bouger les lignes ?
- Quelles dépendances persistent entre les pays européens et les États-Unis ?
- Quelles sont les principales lignes de clivage entre pays européens ?

VARIANTES

1. S'il n'y a pas assez d'élèves ou que vous souhaitez réaliser l'activité en demi-groupe, une délégation peut être représentée par un seul élève, qui cumulera les rôles de négociateur et de conseiller.
2. Si le temps le permet, l'activité peut durer sur 2h. Dans ce cas, les 30 premières minutes sont consacrées à la présentation de l'Otan, de la carte de l'Europe, et au rappel du scénario initial et des règles. C'est le bon moment pour que chaque délégation pose à l'enseignant ses questions. Ensuite, la phase de négociation commence par un tour de table en plénière au cours duquel chaque pays présente sa proposition de départ. On suit ensuite le déroulé normal de l'activité. En guise de conclusion, vous pouvez faire un débriefing plus long, avec des éléments de contexte sur la réalité aujourd'hui des négociations et les points d'achoppements sur le sujet de la défense européenne.

Une question à poser ?

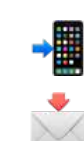
Une remarque sur l'atelier ?

Contactez-moi, je me ferai un plaisir de vous aider.



Louis BARCHON

Chef de projet éducation
et médiation



06 51 79 19 45

lbarchon@brief.me

FICHE AIDE

Scénario initial

La semaine dernière, plusieurs **cyberattaques** ont touché des infrastructures en Estonie, Lettonie et Lituanie, trois pays frontaliers de la Russie, qui sont membres de l'Union européenne et de l'Otan. Des drones non identifiés ont par ailleurs été aperçus en train de survoler les trois pays ainsi que la mer baltique.

Si cette attaque s'avérait être le fait d'un État hostile, cela pourrait entraîner une guerre mondiale. La « Coalition européenne de défense et de sécurité (CEDS) » (coalition fictive inspirée de la Coalition des volontaires), réunissant neuf pays de l'UE et le Royaume-Uni, a donc décidé de se réunir en sommet extraordinaire à Stockholm afin de parvenir à une résolution commune sur la défense européenne, articulée notamment autour :

1. D'un pourcentage minimal d'investissement dans la défense d'ici 2030.
2. De mesures concrètes de coopération (cybersécurité, marine, renseignement, humanitaire).
3. D'une formulation politique commune, qui se positionne sur le soutien à l'Ukraine.
4. Du niveau de dépendance aux États-Unis et d'autonomie européenne en matière d'achats d'armement.

Pour être adopté, le texte final doit être **voté par la majorité des délégations**.

Règles du jeu

L'atelier prend la forme d'un jeu de rôle où les élèves incarnent, par groupe de 2 à 4, la délégation d'un pays européen. Leur objectif est d'aboutir à une résolution commune.

Les pays gagnent collectivement si la résolution est adoptée. Ils perdent collectivement si la résolution n'est pas adoptée. Chaque pays peut également perdre individuellement si la résolution contient sa **ligne rouge**, une proposition indiquée sur sa fiche pays qu'il doit absolument faire passer OU empêcher à tout prix de faire passer.

Le jeu se déroule en quatre phases :

1. **L'enseignant rappelle les règles** et présente au tableau la résolution commune, préremplie avec une proposition de départ pour chaque pays (voir ci-dessous). C'est sur cette base que les délégations vont devoir négocier. (5 min)
2. **Lors de la première phase de négociations**, les élèves se déplacent librement pour discuter entre délégations de l'abandon, ou de la reformulation, de leur proposition de départ. Au bout de 10 minutes, chaque délégation se rassoit à sa place et présente à voix haute si elle reformule, abandonne, ou ne change rien à sa proposition. (20 min)
3. **Lors de la deuxième phase de négociation**, les négociateurs restent à leur place et sont invités à proposer, à tour de rôle, une seule nouvelle proposition. Les discussions sont libres : chaque proposition peut donc être amendée, ou abandonnée, en fonction des débats. Les conseillers peuvent se déplacer librement pour discuter avec les autres délégations. Une fois que toutes les délégations ont proposé leur nouvelle proposition, ou si les 20min sont passées, on passe au vote. (20 min)
4. **Chaque délégation vote à main levée** sur la résolution dans son intégralité. (10 min)

FICHE AIDE (suite)

Glossaire de la diplomatie

Sommet diplomatique : rassemblement international de différents pays en vue de prendre une décision commune sur un sujet.

Délégation : groupe de personnes qui représentent un pays lors d'un sommet diplomatique.

Résolution commune : texte adopté par plusieurs pays, qui contient un certain nombre de propositions qui doivent être suivies par les pays qui ont participé au sommet.

Négociation : discussion au cours de laquelle chaque délégation essaye de convaincre les autres d'aller dans le sens de ses intérêts.

Proposition : demande formulée par un pays pour figurer dans la résolution commune. Si la résolution est votée, toutes les propositions devront être suivies. Une proposition est une phrase d'une ligne, qui ne concerne qu'une mesure.

Amendement : reformulation d'une proposition.

Cyberespace : espace numérique englobant Internet et les mondes virtuels. Il peut être la cible d'ingérences étrangères, comme des manipulations en ligne, et des cyberattaques (vols de données personnelles, piratage, mise hors service d'infrastructures comme des hôpitaux).

Propositions de départ de tous les pays

 **Italie** : Affirmer que la défense européenne se fasse toujours dans le cadre de l'Otan.

 **France** : Les États membres de la Coalition s'engagent à envoyer à l'Ukraine des armes à la hauteur des besoins formulés par le gouvernement ukrainien.

 **Allemagne** : Privilégier l'achat d'armes fabriquées et conçues en Europe.

 **Pologne** : Renforcer la présence militaire européenne à la frontière avec la Russie et l'Ukraine.

 **Finlande** : Créer un centre européen de surveillance du cyberespace.

 **Suède** : Créer un plan pour défendre la mer Baltique par la mer, les airs et la terre.

 **Pays-Bas** : Partager des renseignements (espionnage et contre-espionnage) entre les pays européens.

 **Roumanie** : Augmenter les convois humanitaires pour aider l'Ukraine.

 **Hongrie** : Mettre fin au soutien à l'Ukraine et demander à ce que des négociations de paix soient imposées entre l'Ukraine et la Russie.

 **Royaume-Uni** : Intégrer le Royaume-Uni dans les projets de défense de l'UE.

Important : la simulation diplomatique va commencer avec une résolution dans laquelle figure les propositions de départ de chacun des pays. Chaque pays a, en plus de ces propositions de départ, d'autres propositions qui ne sont pas connues des autres joueurs, ainsi qu'une **ligne rouge**, une proposition indiquée sur sa fiche pays qu'il doit absolument faire passer OU empêcher à tout prix de faire passer.

FICHE 1 **Italie**

Régime politique : République parlementaire.

Membre de l'Union européenne et de l'Otan.

Dépenses de défense en % du PIB : 1,5 % (estimation Otan 2024)

Relations internationales

Avec les États-Unis : alliance historique, renforcée sous le gouvernement Meloni, très favorable aux États-Unis et au maintien du leadership américain dans l'Otan.

Avec la Russie : relations économiques importantes avant 2022 (énergie, entreprises italiennes), mais refroidissement depuis l'invasion de l'Ukraine.

Position vis-à-vis du conflit en Ukraine

Le gouvernement dirigé par Giorgia Meloni (du parti d'extrême droite Fratelli d'Italia, « Frères d'Italie » en italien) affiche son soutien à l'Ukraine en participant aux livraisons d'armes et aux missions de formation. Son allié Matteo Salvini (du parti d'extrême droite de la Ligue du Nord) défend une position plus prudente voire complaisante vis-à-vis de la Russie, critique l'impact économique des sanctions et se montre réservé sur l'aide militaire à l'Ukraine.

Par conséquent, l'Italie affiche dans ses discours une ligne officiellement pro-Ukraine, mais qui ne s'affirme pas forcément dans les actes.

Proposition de départ

☒ Affirmer que la défense européenne se fasse toujours dans le cadre de l'Otan.

Autres propositions à défendre dans la résolution

☒ Créer un mécanisme européen de mutualisation des achats d'armes, c'est-à-dire faire en sorte que l'UE puisse acheter des armes en commun pour ses pays-membres.

☒ Chaque État membre de la Coalition s'engage à augmenter ses dépenses de défense jusqu'à 2,5 % du PIB d'ici 2030.

 **Ligne rouge = proposition que votre pays doit empêcher de faire passer**

☒ Les États membres de la Coalition s'engagent à ce que des troupes européennes patrouillent à la frontière avec la Russie.

Avec qui discuter en priorité ?

Vous avez un objectif **en commun** :  Hongrie

Vous avez un objectif **opposé** :  Pologne



FICHE 2



France

Régime politique : République parlementaire fonctionnant comme un régime semi-présidentiel.

Membre fondateur de l'Union européenne et de l'Otan.

Puissance militaire européenne majeure (force nucléaire indépendante).

Chef de file du débat sur l'autonomie stratégique européenne.

Dépenses de défense en % du PIB : 2,03 % (estimation Otan 2024)

**Position dans la région**

Frontière à l'ouest du continent, mais présente militairement dans l'Est (Lituanie, Roumanie).

**Relations internationales**

Allié des États-Unis, mais souhaite une Europe de la défense plus indépendante.

Relations tendues avec la Russie depuis 2022, tout en maintenant un canal diplomatique.

**Position vis-à-vis du conflit en Ukraine**

Soutien militaire et diplomatique fort à l'Ukraine (livraisons d'armes, formation).

Souhaite éviter un affrontement direct Otan-Russie.

Plaide pour une solution durable négociée.

**Proposition de départ**

Les États membres de la Coalition s'engagent à envoyer à l'Ukraine des armes à la hauteur des besoins formulés par le gouvernement ukrainien.

Autres propositions à défendre dans la résolution

Chaque État membre de la Coalition s'engage à augmenter ses dépenses de défense jusqu'à 3 % du PIB d'ici 2030.



Développer un commandement européen, distinct de l'Otan, pour assurer l'autonomie stratégique européenne vis-à-vis des États-Unis.



Ligne rouge = proposition que votre pays doit empêcher de faire passer



Les États membres de la Coalition s'engagent à augmenter leurs dépenses de défense de 4 % (ou plus) du PIB d'ici 2030.

**Avec qui discuter en priorité ?**

Vous avez un objectif **en commun** : Suède

Vous avez un objectif **opposé** : Hongrie

FICHE 3 **Allemagne**

Régime politique : République fédérale parlementaire.

Première économie européenne, moteur industriel et financier de l'Union européenne.

Membre de l'UE et de l'Otan.

Dépenses de défense en % du PIB : 2 % (estimation Otan 2024)

Position dans la région

Au cœur du continent, acteur clé de la sécurité de l'Europe.

Relations internationales

Très liée économiquement aux États-Unis (investissements, exportations).

Rupture nette des relations avec la Russie depuis l'invasion de l'Ukraine.

Position vis-à-vis du conflit en Ukraine

Fournisseur d'aide militaire et logistique à l'Ukraine, plus engagé depuis 2023.

Souhaite une Europe unie dans son soutien à l'Ukraine.

Proposition de départ

 Privilégier l'achat d'armes fabriquées et conçues en Europe.

Autres propositions à défendre dans la résolution

 Chaque État membre de la Coalition s'engage à augmenter ses dépenses de défense jusqu'à 3 % du PIB d'ici 2030.

 Augmenter la présence de troupes de l'Otan à la frontière avec la Russie pour assurer la défense de l'UE.

 **Ligne rouge = proposition que votre pays doit empêcher de faire passer**

 Les États membres de la Coalition s'engagent à augmenter leurs dépenses de défense de 2,5 % (ou moins) du PIB d'ici 2030.

Avec qui discuter en priorité ?

Vous avez un objectif **en commun** :  Pologne

Vous avez un objectif **opposé** :  Roumanie

FICHE 4



Pologne

Régime politique : République parlementaire.

Membre de l'Union européenne et de l'Otan.

Dépenses de défense en % du PIB : 3,79% (estimation Otan 2024)

📍 Position dans la région

Située sur le flanc est de l'Europe, avec une frontière directe avec l'Ukraine : zone de première ligne face à la Russie.

🚩 Relations internationales

Allié fidèle des États-Unis, abritant des bases militaires américaines.

Hostile à la Russie et moteur du soutien à l'Ukraine.

Coopération active avec les pays baltes et la Finlande.

🚧 Position vis-à-vis du conflit en Ukraine

Soutien total à l'Ukraine, accueil de réfugiés ukrainiens, livraison massive d'armes.

Considère la Russie comme une menace directe pour sa sécurité.

🚩 Proposition de départ

✅ Renforcement de la présence militaire européenne à la frontière avec la Russie et l'Ukraine.

Autres propositions à défendre dans la résolution

✅ Engagement clair de soutien à l'Ukraine jusqu'à la fin du conflit.

👤 **Ligne rouge = proposition que votre pays doit absolument faire passer**

✅ Les États membres de la Coalition affirment un soutien clair à l'Ukraine dans la résolution.

💬 Avec qui discuter en priorité ?

Vous avez un objectif **en commun** : 🇫🇮 Finlande

Vous avez un objectif **opposé** : 🇭🇺 Hongrie

💡 Conseil

La Pologne a déjà atteint 3,79 % du PIB dans ses dépenses de défense, et atteindra normalement les 5 % en 2030. Elle n'est donc pas concernée par le débat sur les dépenses de défense. Elle peut utiliser cet avantage pour négocier son vote contre le soutien d'autres pays européens sur ses propositions.

FICHE 5



Finlande

Régime politique : République parlementaire.

Membre de l'Union européenne. Membre de l'Otan depuis 2023.

Dépenses de défense en % du PIB : 2,4 % (estimation Otan 2024)

Position dans la région

Pays nordique avec une frontière terrestre de 1 340 km avec la Russie, et un littoral donnant sur la mer Baltique et l'océan Arctique.

Relations internationales

Relation étroite avec Washington depuis l'adhésion à l'Otan.

Coopération nordique renforcée avec la Suède.

Vigilance permanente vis-à-vis de la Russie.

Position vis-à-vis du conflit en Ukraine

Soutien constant à l'Ukraine, notamment dans la formation des soldats et le renseignement.

Prône la vigilance contre les cyber-attaques.

Proposition de départ

Création d'un centre européen de surveillance du cyberspace.

Autres propositions à défendre dans la résolution

Patrouilles de troupes des différents pays européens à la frontière avec la Russie.

Affirmation d'une solidarité totale envers tout pays européen attaqué

Ligne rouge = proposition que votre pays doit empêcher de faire passer

Les États membres de la Coalition s'engagent à augmenter leurs dépenses de défense de 4 % (ou plus) du PIB d'ici 2030.

Avec qui discuter en priorité ?

Vous avez un objectif **en commun** : Pologne

Vous avez un objectif **opposé** : Hongrie

FICHE 6 Suède

Régime politique : Monarchie constitutionnelle.

Membre de l'Union européenne. Membre de l'Otan depuis mars 2024.

Dépenses de défense en % du PIB : 2,31 % (estimation Otan 2024)

Position dans la région

Pays nordique avec un littoral donnant sur la mer Baltique et l'océan Arctique.

Relations internationales

Coopération étroite avec les États-Unis et les pays scandinaves (Norvège, Finlande, Danemark). Vigilance vis-à-vis des actions russes dans la mer Baltique.

Position vis-à-vis du conflit en Ukraine

Soutien actif à l'Ukraine, fournit des armes et de l'aide humanitaire.

Proposition de départ

 Création d'un plan pour défendre la mer Baltique par la mer, les airs et la terre.

Autres propositions à défendre dans la résolution

 Inclusion d'un budget européen de cybersécurité.

 Développer un commandement européen, distinct de l'Otan, pour assurer l'autonomie stratégique européenne par rapport aux États-Unis.

 **Ligne rouge = proposition que votre pays doit absolument faire passer**

 Créer un budget européen sur la cybersécurité.

Avec qui discuter en priorité ?

Vous avez un objectif **en commun** :  France

Vous avez un objectif **opposé** :  Italie

 FICHE 7 **Pays-Bas**

Régime politique : Monarchie constitutionnelle.

Membre fondateur de l'Otan et de l'Union européenne.

Puissance logistique et maritime majeure en Europe de l'Ouest (port de Rotterdam).

Dépenses de défense en % du PIB : 2 % (estimation Otan 2024)

 Relations internationales

Étroitement liée aux États-Unis technologiquement.

Favorable à une Europe plus intégrée dans l'Otan.

 Position vis-à-vis du conflit en Ukraine

Renforcement de l'effort militaire pour soutenir l'Ukraine.

 Proposition de départ

 Partage des renseignements (espionnage et contre-espionnage) entre les pays européens.

Autres propositions à défendre dans la résolution

 Créer un mécanisme européen de mutualisation des achats d'armes, c'est-à-dire faire en sorte que l'UE puisse acheter des armes en commun pour ses pays-membres.

 **Ligne rouge = proposition que votre pays doit empêcher de faire passer**

 Privilégier l'achat d'armes fabriquées et conçues aux États-Unis.

 Avec qui discuter en priorité ?

Vous avez un objectif **en commun** :  Italie

Vous avez un objectif **opposé** :  Roumanie

FICHE 8 Roumanie

Régime politique : République semi-parlementaire.

Membre de l'Union européenne et de l'Otan.

Dépenses de défense en % du PIB : 2,17 % (estimation Otan 2024)

Position dans la région

Frontière avec l'Ukraine et littoral donnant sur la mer Noire. Site stratégique pour l'Otan.

Relations internationales

Soutien affirmé à l'Ukraine. Préoccupations liées aux drones qui survolent son territoire.

Position vis-à-vis du conflit en Ukraine

Très proche des États-Unis (ouverture de la plus grande base de l'Otan sur son territoire).
Hostile à la Russie depuis les incidents de drones sur son territoire.

Proposition de départ

 Augmentation des convois humanitaires pour aider l'Ukraine.

Autres propositions à défendre dans la résolution

 Renforcement de la présence de troupes européennes en mer Noire.

 Renforcement de la présence de troupes européennes à la frontière avec l'Ukraine.

 Privilégier l'achat d'armes fabriquées et conçues aux États-Unis.

Ligne rouge = proposition que votre pays doit **empêcher** de faire passer

 Les États membres de la Coalition s'engagent à augmenter leurs dépenses de défense de 4 % (ou plus) du PIB d'ici 2030.

Avec qui discuter en priorité ?

Vous avez un objectif **en commun** :  Pologne

Vous avez un objectif **opposé** :  Allemagne

FICHE 9

 Hongrie

Régime politique : République parlementaire.

Membre de l'Union européenne et de l'Otan.

Dépenses de défense en % du PIB : 2,13 % (estimation Otan 2024)

 Position dans la région

Pays frontalier de l'Ukraine et de la Roumanie.

 Relations internationales

Relations étroites avec la Russie (énergie, nucléaire).

Relations tendues avec les autres pays de l'UE.

 Position vis-à-vis du conflit en Ukraine

Le gouvernement pro-Poutine de Viktor Orban refuse les livraisons d'armes à l'Ukraine et bloque certaines décisions européennes sur les aides militaires.

 Proposition de départ

 Mettre fin au soutien à l'Ukraine et demander à ce que des négociations de paix soient imposées entre l'Ukraine et la Russie.

Autres propositions à défendre dans la résolution

 Créer un mécanisme européen de mutualisation des achats d'armes, c'est-à-dire faire en sorte que l'UE puisse acheter des armes en commun pour ses pays-membres.

 **Ligne rouge = proposition que votre pays doit empêcher de faire passer**

 Les États membres de la Coalition s'engagent à augmenter l'aide militaire (armement, renseignement) à l'Ukraine et/ou prévoient des sanctions supplémentaires contre la Russie.

 Avec qui discuter en priorité ?

Vous avez un objectif **en commun** :  Italie

Vous avez un objectif **opposé** :  Pologne

FICHE 10 Royaume-Uni

Régime politique : Monarchie constitutionnelle.

Puissance nucléaire. A quitté l'Union européenne en 2020. Membre historique de l'Otan et allié majeur des États-Unis.

Dépenses de défense en % du PIB : 2,33 % (estimation Otan 2024)

Position dans la région

Même s'il n'est plus membre de l'UE, le Royaume-Uni demeure un acteur clé de la défense européenne et de la sécurisation des mers.

Relations internationales

Alliance privilégiée avec les États-Unis et forte dépendance technologique aux États-Unis. Proche des pays baltes et de la Pologne.

Position vis-à-vis du conflit en Ukraine

Le Royaume-Uni soutient l'Ukraine par des livraisons d'armement, de la formation technique et militaire et un engagement diplomatique fort.

Proposition de départ

 Intégration du Royaume-Uni dans les projets de défense de l'UE.

Autres propositions à défendre dans la résolution

 Coopération entre l'UE et le Royaume-Uni sur le renseignement (espionnage et contre-espionnage) et la formation de troupes militaires.

 Chaque État membre de la Coalition s'engage à augmenter ses dépenses de défense jusqu'à 3 % du PIB d'ici 2030.

 **Ligne rouge = proposition que votre pays doit empêcher de faire passer**

 Développer un commandement européen en dehors du cadre de l'Otan.

Avec qui discuter en priorité ?

Vous avez un objectif **en commun** :  Allemagne

Vous avez un objectif **opposé** :  France

Les géants du numérique, nouveaux acteurs géopolitiques

Les réseaux sociaux et les plateformes d'intelligence artificielle (IA) générative sont devenus des sources d'informations utilisées par une grande partie de la population mondiale. Ces dernières années, ils ont été employés pour des campagnes de désinformation et des tentatives d'ingérence, qui ont poussé les États ou l'Union Européenne à tenter d'encadrer leurs contenus.

Le concept

Si les logiciels de messagerie instantanée et les premiers réseaux sociaux ont été principalement lancés dans les années 2000, leur popularité croissante a accru les interrogations quant à leur modération. **Les médias sociaux, qui incluent réseaux sociaux et messageries, ont compté plus de 5,2 milliards d'utilisateurs actifs dans le monde en janvier 2025**, selon une étude publiée en février par l'agence We Are Social : Facebook arrive en tête, avec plus de 3 milliards d'utilisateurs actifs par mois. Les robots conversationnels basés sur l'IA générative sont également une façon de s'informer en plein essor. ChatGPT, développé par l'entreprise américaine OpenAI, comptait 400 millions d'utilisateurs actifs par semaine en février 2025, selon OpenAI. En tant qu'entreprises privées, ces plateformes instaurent leurs propres conditions d'utilisation. Des réseaux sociaux interdisent par exemple les contenus ayant trait au harcèlement ou à la haine. L'année 2025 a cependant vu un recul dans la vérification de l'information sur les réseaux sociaux, avec l'arrêt d'un partenariat qui liait le groupe Meta (Facebook, Instagram, etc.) à des médias d'information.

Exemples d'ingérences en ligne

Les réseaux sociaux et l'IA contribuent à plusieurs moyens de désinformation et d'ingérence.



PUBLICATIONS
EN MASSE

Réseau Portal Kombat

À partir de 2022

Près de 200 sites automatisés republient massivement des contenus prorusses, en particulier pour que ces contenus soient cités dans les réponses fournies aux utilisateurs par les systèmes d'IA générative.

IDÉOLOGIE RUSSE



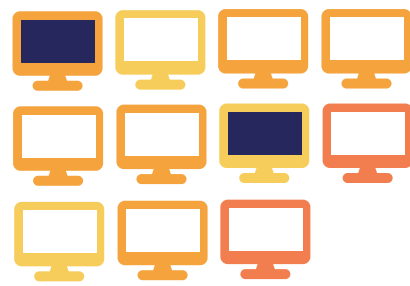
CRÉATION
DE FAUX SITES

Opération Doppelgänger

À partir de 2022

La Russie imite des sites, tels que le site du ministère français des Affaires étrangères ainsi que des sites de médias, comme Le Monde, Le Figaro ou Le Parisien.

IDÉOLOGIE RUSSE



IMPOSTURE

Faux Marco Rubio

Juillet 2025

La voix du secrétaire d'État américain (l'équivalent du ministre des Affaires étrangères), Marco Rubio, est imitée pour tenter de tromper des responsables politiques.

IDÉOLOGIE INCONNUE



MANIPULATION
D'IMAGES

Deepfake de Kamala Harris

2023

Une fausse vidéo de Kamala Harris, alors vice-présidente des États-Unis, la montre prononçant des phrases incompréhensibles. Il s'agit d'un deepfake, une manipulation d'images par IA.

IDÉOLOGIE INCONNUE



PUBLICATIONS
EN MASSE

Rumeur des punaises de lit

2023

Des comptes prorusses sur les réseaux sociaux participent à la viralité d'une rumeur sur une invasion de punaises de lit en France.

IDÉOLOGIE RUSSE



Sources : Viginum, département d'État américain

Les dates-clés

2016

Désinformation et ingérence dans une élection

De nombreuses informations trompeuses circulent sur Internet dans le cadre de la campagne présidentielle américaine de 2016. Un rapport publié en 2018 par l'université d'Oxford montre que **l'Internet Research Agency (IRA), une organisation russe de diffusion de propagande en ligne, a propagé de fausses informations sur les réseaux sociaux pour « polariser l'opinion publique américaine et interférer » dans l'élection.** Entre 2015 et 2016, plus de 30 millions d'utilisateurs aux États-Unis partagent, aiment ou commentent des publications de comptes Facebook liés à l'IRA, selon ce rapport. En 2019, le procureur spécial Robert Mueller publie un rapport d'enquête sur les soupçons de collusion entre la Russie et l'équipe de la campagne du candidat Donald Trump. S'il n'a pas été possible de prouver une « coordination » entre l'équipe de campagne et le gouvernement russe, le procureur affirme néanmoins que ce dernier « a interféré dans l'élection présidentielle de 2016 de façon généralisée et systématique ».

2022

Adoption d'un cadre européen

Adopté par l'UE en 2022 et totalement entré en vigueur en février 2024, le Digital Services Act (DSA) impose aux plateformes en ligne de lutter contre la désinformation, la diffusion de contenus illégaux tels que la pédopornographie ainsi que la vente de drogues ou de produits de contrefaçon. **Le DSA entend mieux protéger les internautes européens en prévenant certains risques d'ampleur, tels que la manipulation des processus électoraux.** 25 services dénombrant plus de 45 millions d'utilisateurs actifs par mois dans l'UE, dont Amazon, Google Search, Instagram et Pornhub, sont soumis à des obligations plus strictes. En cas de non-respect du DSA, ils risquent une amende pouvant aller jusqu'à 6 % de leur chiffre d'affaires annuel mondial. En octobre 2025, la Commission européenne, l'une des deux branches exécutives de l'UE, a accusé Meta (Facebook, Instagram, etc.) et TikTok de commettre des infractions au DSA, en particulier à cause de leurs mécanismes de signalement des contenus illicites qui « peuvent être inefficaces ».

 2024**TikTok accusé de failles de sécurité**

Le Parlement des États-Unis adopte en avril 2024 une loi qui prévoit d'interdire l'application TikTok si elle n'est pas vendue à une entreprise non chinoise dans un délai de neuf mois. Les élus américains à l'origine du texte considèrent que **l'application de l'entreprise chinoise ByteDance, qu'ils soupçonnent de liens avec l'État chinois, représente une menace de sécurité**. En 2022, les médias américains Forbes et BuzzFeed avaient dévoilé que des cadres de TikTok avaient eu accès à des données d'utilisateurs américains. Avant les États-Unis, plusieurs pays avaient déjà interdit l'application. Certains l'avaient fait pour l'ensemble de leur population, comme l'Inde et Taïwan. D'autres, comme le Canada, le Royaume-Uni ou l'Australie, avaient interdit TikTok sur les appareils professionnels des employés du gouvernement, par crainte que l'État chinois accède à des informations sensibles. Le délai accordé par les États-Unis à ByteDance pour vendre TikTok a finalement été prolongé à plusieurs reprises.

 2025**La propagande reprise par les IA**

NewsGuard, une entreprise américaine qui évalue la fiabilité des sources d'informations sur Internet, a révélé en avril dernier qu'une campagne de propagande russe a ciblé la France au cours des cinq mois précédents. **Ses auteurs ont diffusé cinq faux récits avec plus de 38 000 publications sur les réseaux sociaux, qui ont généré plus de 55 millions de vues**, selon NewsGuard. Parmi ces contenus figurent une vidéo censée montrer un migrant tchadien avouant un viol, une autre censée montrer un ancien élève de Brigitte Macron l'accusant d'agression sexuelle, ou encore une autre affirmant que le président ukrainien a racheté une banque française. La propagande russe avait déjà ciblé la France, par exemple avec un réseau de sites mis en place en 2022 et surnommé Portal Kombat, a rapporté Viginum, un service sous l'autorité du Premier ministre. NewsGuard souligne néanmoins dans son rapport d'avril « un nouveau risque désinformationnel », car les faux récits ont été repris par les principaux robots conversationnels basés sur l'IA générative.

Enquête sur les géants du numérique



Durée : 55 minutes

Public : activité à destination des lycéens

Matériel pédagogique fourni : six fiches acteurs du numérique pour les élèves ; une fiche enseignant avec le corrigé des exercices.

Matériel à prévoir : un ordinateur connecté à Internet par groupe.

© Unsplash – Berke Citak

En partant des usages concrets des élèves sur les réseaux sociaux et les IA conversationnelles, l'atelier vise tout d'abord à expliquer aux élèves les modèles économiques des plateformes numériques (Meta, OpenAI, Google, TikTok, DeepSeek). Par groupes de 2 à 5, ils doivent ensuite relier les enjeux économiques aux enjeux géopolitiques en s'intéressant à différents acteurs majeurs du numérique. Enfin, ils sont amenés à réfléchir ensemble aux solutions pour un numérique plus éthique.

Objectifs pédagogiques :

- Comprendre les **logiques économiques** des grandes plateformes et des IA (publicité, abonnement, collecte de données).
- Mettre en lumière le **rôle géopolitique** des géants du numérique, des États-Unis, de la Chine, de l'Union européenne.
- Questionner la souveraineté numérique et la capacité des démocraties à encadrer ces acteurs.
- Pousser les élèves à réfléchir à des solutions pour un numérique plus éthique.

 DÉROULÉ
1 . Discussion sur les usages de l'IA (10 min)

L'enseignant pose aux élèves les questions suivantes :

- Quel réseau social (TikTok, Snapchat, Twitch, Instagram, etc.) et IA conversationnelle (ChatGPT, Gemini, MyAI, etc.) utilisez-vous ?
- Pour quoi faire ? (réviser, créer, discuter, poser des questions perso ?)
- Vous fait-elle des propositions « sympas » pour vous donner envie de continuer ? (ex : « Souhaitez-vous que je vous rédige une synthèse pour votre cours ? »)

Il remplit au fur et à mesure un tableau à trois colonnes :

- Réseau social / IA utilisée cette semaine.
- Usage principal (discuter, apprendre, se divertir, créer...).
- Temps estimé d'utilisation / jour.

L'enseignant explique ensuite l'économie de l'attention aux élèves :

Les entreprises qui fournissent des IA sont-elles vraiment désintéressées ? Si elles vous poussent à rester, c'est aussi pour vous fidéliser. Elles fournissent différents services à leurs utilisateurs (réponse à des questions, génération d'images), mais pour garantir leur modèle économique, elles ont aussi besoin de capter votre attention, de vous garder le plus longtemps possible. Mais si elles sont gratuites, comment gagnent-elles de l'argent ?

2 . Les acteurs du numérique dans le monde (10 min)

Au tableau, l'enseignant indique les deux principales manières qu'ont les plateformes numériques de se financer :

- La publicité ciblée, grâce à la collecte de données, c'est-à-dire le fait de récupérer des données sur ses utilisateurs.
- L'abonnement payant, sur tout ou partie de leurs services.

Mini-quiz

- « *Il n'y a pas d'IA conversationnelle française.* »
 Il existe Mistral, leader européen de l'IA conversationnelle.
- « *La Chine autorise ChatGPT sur son territoire.* »
 ChatGPT est bloqué en Chine depuis l'été 2024.
- « *Les plateformes numériques sont rentables dès le début.* »
 Contrairement à ce qu'on pense souvent, les plateformes numériques ne sont pas forcément rentables dès le début. Ainsi, il a fallu attendre 2010-2011 pour que YouTube, lancé en 2005, commence à être rentable. De son côté, OpenAI n'est toujours pas rentable, mais continue à recevoir des investissements d'acteurs, comme Microsoft, qui parient sur sa rentabilité future en raison de son fort potentiel économique.

- L'enseignant détaille, cette fois plus en profondeur, l'économie de l'attention :**
- Au-delà de la concurrence économique entre les entreprises du numérique, il faut avoir en tête :
- Leurs nationalités : OpenAI, Meta (Facebook, Instagram), Google pour les États-Unis, ByteDance (TikTok) et DeepSeek pour la Chine.
 - Leur niveau de fréquentation : combien de personnes vont dessus ? Qui sont ces personnes ? Qu'y font-elles ?

En effet, plus une plateforme réussit à capter l'attention des utilisateurs, moins cette attention est captée par une autre plateforme. Ainsi, une plateforme qui arrive à capter beaucoup de personnes, à les faire rester longtemps, pourra collecter plus de données, mieux valoriser ses emplacements publicitaires auprès des annonceurs, et aura plus de chances d'être soutenue par les investisseurs en bourse. Pour résumer, plus elle attirera de monde, plus elle aura de pouvoir.

4. Enquête en groupes : « À qui profite le clic ? » (20 min)

Par groupes de 4 à 5, les élèves vont désormais devoir répondre à trois questions sur un acteur du numérique parmi six (v. fiches acteurs du numérique). Laisser 10 minutes aux élèves pour lire et chercher sur Internet des réponses aux trois questions. Pour gagner du temps, il est conseillé qu'un élève lise la feuille tandis qu'un autre lit l'article proposé, et les autres font des recherches en ligne pour répondre aux autres questions.

L'enseignant synthétise au tableau :

Acteur	Origine et type	Pourquoi cet acteur est important ?
 Meta	Entreprise américaine privée (Mark Zuckerberg)	Possède deux des réseaux sociaux américains (Instagram et Facebook) les plus utilisés dans le monde.
 OpenAI	Entreprise américaine soutenue par Microsoft	IA conversationnelle la plus utilisée par le grand public.
 Google	Multinationale américaine (Alphabet)	Moteur de recherche le plus utilisé dans le monde.
 TikTok	Entreprise chinoise privée sous contrôle étatique	Réseau social chinois avec le plus d'utilisateurs dans le monde.
 DeepSeek	Start-up chinoise soutenue par l'État	IA chinoise avec au moins 34 millions d'utilisateurs actifs mensuels.
 Union européenne	Union juridique, politique et économique (27 États membres)	Régulateur des acteurs du numérique pour les 27 pays de l'UE, qui totalisent 450 millions d'habitants.

5. Discussion sur le numérique éthique (15 min)

L'enseignant invite désormais les élèves à répondre librement à l'oral à plusieurs questions, pour réfléchir ensemble aux enjeux d'un numérique éthique :

- Pourriez-vous vous passer des plateformes numériques ? Si oui, desquelles, et pourquoi ?
- Qu'est-ce qui est important pour vous dans votre usage des plateformes numériques ? Pensez-vous pouvoir répondre autrement à ces besoins (se retrouver, partager, découvrir de nouvelles choses) ?
- Quels risques pose la dépendance à ces plateformes ? Pour vous et de manière générale ?
- Quelles solutions voyez-vous pour réguler ou imaginer des alternatives aux plateformes actuelles (IA publiques européennes, régulation mondiale, éducation au numérique, âge minimum pour utiliser les IA et réseaux sociaux, temps imposé de déconnexion, loisirs sans écran) ?

En guise de conclusion, l'enseignant peut distribuer aux élèves le corrigé détaillé des questions de groupe.

Une question à poser ?

Une remarque sur l'atelier ?

Contactez-moi, je me ferai un plaisir de vous aider.



Louis BARCHON

Chef de projet éducation
et médiation



06 51 79 19 45

lbarchon@brief.me

63 FICHE ENSEIGNANT

Rappel du tableau de synthèse

Acteur	Origine et type	Pourquoi cet acteur est important ?
 Meta	Entreprise américaine privée (Mark Zuckerberg)	Possède deux des réseaux sociaux américains (Instagram et Facebook) les plus utilisés dans le monde.
 OpenAI	Entreprise américaine soutenue par Microsoft	IA conversationnelle la plus utilisée par le grand public.
 Google	Multinationale américaine (Alphabet)	Moteur de recherche le plus utilisé dans le monde.
 TikTok	Entreprise chinoise privée sous contrôle étatique	Réseau social chinois avec le plus d'utilisateurs dans le monde.
 DeepSeek	Start-up chinoise soutenue par l'État	IA chinoise avec au moins 34 millions d'utilisateurs actifs mensuels.
 Union européenne	Union juridique, politique et économique (27 États membres)	Régulateur des acteurs du numérique pour les 27 pays de l'UE, qui totalisent 450 millions d'habitants.

Corrigé détaillé des questions de groupe

 Meta

1 . Pourquoi Meta tient-elle autant à ce que tout reste gratuit pour ses utilisateurs ?

Parce que le modèle économique de Meta repose entièrement sur la publicité ciblée, et donc sur la collecte et l'exploitation des données personnelles de ses utilisateurs. Plus les utilisateurs sont nombreux et actifs, plus Meta dispose de profils précis pour proposer des publicités personnalisées : d'où l'importance de la gratuité pour attirer le plus de monde.

2 . Pourquoi la Commission européenne a-t-elle infligé plusieurs amendes à Meta ?

L'Union européenne a sanctionné Meta à plusieurs reprises, notamment pour non-respect du Règlement général sur la protection des données (RGPD), qui protège les données personnelles des citoyens de l'UE. En 2023, elle a ainsi infligé une amende de 1,2 milliard d'euros pour transfert illégal de données personnelles d'utilisateurs européens vers les États-Unis.

3 . Peux-tu expliquer ce qu'est le scandale Cambridge Analytica ?

Le scandale Cambridge Analytica (2018) a révélé que les données personnelles de plus de 87 millions d'utilisateurs Facebook avaient été récoltées à leur insu par la société britannique Cambridge Analytica, via un simple test de personnalité en ligne. Ces données ont ensuite servi à cibler des publicités politiques personnalisées, notamment pendant la campagne présidentielle américaine de 2016 et la campagne du Brexit au Royaume-Uni.

63 FICHE ENSEIGNANT Corrigé détaillé des questions de groupe (suite)

Ce scandale a mis en lumière :

- la faiblesse du contrôle des données chez Facebook ;
- la capacité des plateformes à influencer le débat démocratique ;

et le danger du micro-ciblage politique (chaque citoyen voit une version différente du discours politique, façonnée pour lui).

OpenAI

1. Pourquoi une IA « gentille » peut-elle poser problème ?

Une IA « gentille », c'est-à-dire polie et encourageante, n'est pas bienveillante par nature : c'est une stratégie de conception qui vise à fidéliser l'utilisateur en le faisant venir plus souvent et rester plus longtemps. Cette attitude « humaine » pose plusieurs problèmes :

- **Économie de l'attention** Plus l'utilisateur reste connecté, plus l'entreprise peut lui proposer des services payants (comme l'abonnement ChatGPT Plus).
- **Risque de biais** En donnant l'impression d'aller toujours dans le sens de la personne, l'IA évite toute friction, c'est-à-dire tout inconfort, potentiellement inévitable quand il s'agit de contredire des affirmations fausses.

2. Quelles sont les données utilisées pour entraîner ChatGPT ?

ChatGPT a été entraîné à partir de quantités massives de textes récupérés sur Internet, notamment :

- des sites web publics (Wikipedia, forums, articles de presse, blogs, etc.) ;
- des livres numérisés (souvent sans accord des auteurs) ;
- des bases de données linguistiques compilées par des chercheurs ou entreprises partenaires ;
- des conversations entre utilisateurs et IA.

Ces données contiennent des biais culturels, politiques et sociaux, car elles reflètent la production majoritairement anglophone et occidentale du web.

Elles posent aussi des questions juridiques : utilisation d'œuvres protégées par le droit d'auteur, absence de consentement des auteurs ou des sites.

3. Peux-tu expliquer ce qu'est une « hallucination » pour une IA conversationnelle ?

Une hallucination d'IA, c'est lorsqu'un modèle comme ChatGPT invente une information fausse avec une grande assurance, sans en avoir conscience.

Concrètement :

- L'IA ne « sait » pas ce qui est vrai ou faux ; elle prédit le mot le plus probable selon son entraînement.

63 FICHE ENSEIGNANT Corrigé détaillé des questions de groupe (suite)

- Si elle n'a pas trouvé d'information fiable, elle improvise un texte plausible pour « remplir le vide ».
- Cela donne des réponses cohérentes en apparence, mais totalement fausses (faux chiffres, fausses citations, fausses sources, personnes inventées...).

Ce phénomène est un biais structurel des modèles de langage : ils sont conçus pour paraître crédibles, pas pour vérifier la vérité. C'est ce qui rend indispensable la vérification humaine et le croisement des sources.

G Google

1. Peux-tu fournir une donnée chiffrée sur le modèle économique de Google (pourcentage du chiffre d'affaires provenant de la publicité, valeurs en bourse en 2024, etc.) ?

En 2024, environ 77 % du chiffre d'affaires de Google (groupe Alphabet) provenait de la publicité en ligne. Cela inclut les revenus de Google Search, YouTube, et des sites partenaires (Google Ads, etc.).

Le chiffre d'affaires total 2024 d'Alphabet s'élevait à 307 milliards de dollars.

Sa valorisation boursière (capitalisation) dépasse 2 000 milliards de dollars début 2025.

2. Pourquoi Google a été condamné par des juridictions européennes ?

Google a été condamné à plusieurs reprises par l'Union européenne pour abus de position dominante et atteintes à la concurrence loyale. C'est-à-dire qu'elle profitait de sa suprématie sur le marché pour mettre en avant ses propres applications.

Par exemple, en 2018, Google a été condamné à payer 4,34 milliards d'euros d'amende pour abus de position dominante avec le système Android, car l'entreprise imposait aux fabricants de téléphones d'installer Google Search et Chrome.

3. Comment l'Union européenne pourrait chercher à réguler Google ?

Les élèves peuvent avoir de nombreuses idées. Voici, à date, ce qu'il est possible de faire d'après la législation européenne en vigueur :

- avec le DSA (Digital Services Act) : oblige Google à être plus transparent sur la publicité ciblée, à rendre publics ses algorithmes de recommandation et à lutter contre la désinformation.
- avec le DMA (Digital Markets Act) : interdit des acteurs comme Google d'imposer ses conditions aux développeurs de logiciels et de préinstaller ses services.
- avec le RGPD : impose la protection des données personnelles.
- avec l'AI Act : impose la responsabilité des IA conversationnelles, comme Gemini.

63 FICHE ENSEIGNANT

Corrigé détaillé des questions de groupe (suite)

TikTok

1. Combien y a-t-il d'utilisateurs de TikTok dans le monde ? Aux États-Unis ? Au sein de l'Union européenne ?

En 2025, TikTok compte environ 1,6 milliard d'utilisateurs actifs mensuels dans le monde.

Aux États-Unis, la plateforme revendique environ 170 millions d'utilisateurs actifs (soit plus de la moitié de la population).

Dans l'Union européenne, on estime à environ 150 millions d'utilisateurs, dont :

- 21 millions en France.
- 23 millions en Allemagne.
- plus de 20 millions en Italie et en Espagne.

2. Pourquoi TikTok est-il accusé d'être dangereux pour la santé mentale ?

TikTok est accusé de favoriser l'addiction et de nuire à la santé mentale des jeunes pour plusieurs raisons :

- Un algorithme extrêmement puissant : le « For You Page » apprend très vite les goûts de l'utilisateur et lui propose des vidéos sans fin (scroll infini). Cela crée une dépendance proche du mécanisme des jeux vidéo ou du pari : on ne sait jamais quelle vidéo viendra ensuite.
- Une économie de l'attention : l'application est conçue pour retenir l'utilisateur le plus longtemps possible pour collecter plus de données et donc plus de revenus publicitaires.
- Des effets psychologiques observés : baisse de concentration, anxiété, troubles du sommeil.

3. Pourquoi les États-Unis ont-ils voulu interdire TikTok ?

Les États-Unis accusent TikTok de représenter une menace pour la sécurité nationale, pour trois grandes raisons :

- La question des données personnelles : les autorités américaines craignent que les données des utilisateurs américains (localisation, préférences, contacts) puissent être accessibles au gouvernement chinois, conformément à la loi chinoise sur la cybersécurité.
- Le risque d'ingérence et d'influence politique : les États-Unis redoutent que l'algorithme puisse être utilisé pour influencer l'opinion publique américaine.
- La concurrence des acteurs du numérique : TikTok étant la seule plateforme non américaine à rivaliser avec Instagram et YouTube, elle menace directement le développement de ces entreprises américaines dans le secteur de la vidéo en ligne.

6a FICHE ENSEIGNANT

Corrigé détaillé des questions de groupe (suite)

 DeepSeek**1. Pourquoi le gouvernement chinois a voulu développer sa propre IA ?**

Le gouvernement chinois veut développer ses propres intelligences artificielles pour trois grandes raisons :

- Souveraineté technologique : la Chine veut réduire sa dépendance vis-à-vis des IA américaines (comme ChatGPT ou Gemini). Le gouvernement chinois considère que les données sont des ressources stratégiques, comparables au pétrole ou à l'énergie.
- Contrôle idéologique et informationnel : en développant ses propres IA, le gouvernement peut maîtriser les contenus diffusés en ligne.
- Compétition géopolitique : l'intelligence artificielle est au cœur de la rivalité technologique entre la Chine et les États-Unis. L'objectif chinois est de faire de l'IA un outil de puissance nationale, à la fois économique et politique.

2. Combien le gouvernement chinois a-t-il investi dans DeepSeek en 2025 ?

En 2025, le gouvernement chinois a investi environ 2,5 milliards de yuans, soit 320 millions d'euros, dans DeepSeek et plusieurs autres projets d'IA nationaux. Cet investissement s'inscrit dans un plan de financement global de 15 milliards d'euros consacré à l'intelligence artificielle, piloté par le ministère de la Science et de la Technologie.

3. Peux-tu donner un exemple d'information que tu ne trouveras pas en demandant à DeepSeek ?

DeepSeek est conçue pour éviter les sujets sensibles politiquement ou jugés contraires aux « valeurs chinoises ». Elle refuse donc de répondre à certaines questions, même factuelles.

Par exemple :

- Les événements de Tian'anmen (1989) : aucune mention du massacre.
- Les questions sur Taïwan : DeepSeek affirme que « Taïwan est une province de la Chine ».
- Les questions sur les droits humains ou les minorités du Xinjiang génèrent des réponses évasives ou propagandistes.
- Les critiques du Parti communiste chinois ou de ses dirigeants sont automatiquement filtrées.

63 FICHE ENSEIGNANT

Corrigé détaillé des questions de groupe (suite)

Union européenne

1. Qu'est-ce que le DSA (Digital Services Act) et quand est-il entré en vigueur ?

Le Digital Services Act (DSA), ou règlement sur les services numériques, est une loi européenne qui encadre le fonctionnement des grandes plateformes en ligne (Google, Meta, TikTok, etc.). Il s'applique à toutes les plateformes depuis le 17 février 2024. Son but est de créer un espace numérique plus sûr et plus transparent, en obligeant les plateformes à mieux contrôler les contenus et à être plus responsables de ce qu'elles diffusent.

2. Quelles sont les principales obligations imposées aux grandes plateformes par le DSA ?

Le DSA impose quatre grandes catégories d'obligations aux plateformes numériques :

- Transparence et traçabilité : les plateformes doivent publier la manière dont leurs algorithmes fonctionnent, notamment pour les recommandations de contenus ou de publicités. Elles doivent permettre à l'utilisateur de désactiver la personnalisation des contenus.
- Modération des contenus : les plateformes doivent retirer rapidement les contenus illégaux (haine, désinformation, harcèlement, incitation à la violence).
- Protection des mineurs : interdiction du ciblage publicitaire basé sur les données personnelles des enfants.

3. Pourquoi l'UE a aussi adopté un AI Act (réglementation sur l'intelligence artificielle) ?

L'Union européenne a adopté en mars 2024 une loi spécifique sur l'intelligence artificielle appelée AI Act (Artificial Intelligence Act), afin de compléter le DSA et de répondre aux nouveaux risques liés aux IA génératives comme ChatGPT, Gemini ou DeepSeek.

Les raisons principales :

- Classer les IA selon leur niveau de risque afin de protéger les citoyens contre les usages dangereux de l'IA : risque minimal (traduction automatique) → autorisé librement. Risque élevé (IA utilisée dans la justice, l'éducation, la santé) → très encadré. Risque inacceptable (surveillance biométrique de masse) → interdit.
- Assurer la transparence et la responsabilité : les concepteurs d'IA devront déclarer les données utilisées pour entraîner leurs modèles. Les contenus générés par IA devront être clairement signalés (« contenu artificiel »).
- Éviter la dépendance technologique : l'Union européenne veut rester indépendante face aux IA américaines (ChatGPT, Gemini) et chinoises (DeepSeek), en leur imposant un cadre éthique et juridique pour les pousser à respecter les principes défendus par l'UE.

 FICHE ACTEUR 1

∞ Meta

Facebook, Instagram, WhatsApp

Qui ?

Meta est une entreprise américaine fondée par Mark Zuckerberg. Elle contrôle plusieurs des réseaux sociaux les plus utilisés au monde : Facebook, Instagram, Threads et WhatsApp.

Dimension économique

Son modèle économique repose presque entièrement sur la publicité ciblée.

Pour la vendre, Meta collecte en permanence des données personnelles : âge, goûts, localisation, interactions, émotions.

Plus l'utilisateur reste longtemps connecté, plus les revenus publicitaires augmentent.

→ C'est l'économie de l'attention : tout est conçu pour retenir l'utilisateur.

Stratégie d'influence

Les algorithmes hiérarchisent les contenus selon les réactions qu'ils provoquent (colère, peur, excitation, etc.).

Cela influence l'**opinion publique** et peut amplifier la désinformation.

Meta dit lutter contre les « fake news », mais sa priorité reste la rentabilité.

Dimension géopolitique

Meta promeut la vision américaine de la liberté d'expression (« laisser tout circuler »).

Questions au groupe

1. Pourquoi Meta tient-elle autant à ce que tout reste gratuit pour ses utilisateurs ?
2. Pourquoi la Commission européenne a-t-elle infligé plusieurs amendes à Meta ?
3. Peux-tu expliquer ce qu'est le scandale Cambridge Analytica ?

Article pour répondre à la **question 1** :

app.brief.eco/article/2020-07-08-876-le-modele-economique-de-facebook

 FICHE ACTEUR 2 **OpenAI**
ChatGPT, Sora**Qui ?**

OpenAI est une entreprise américaine créée en 2015 par Elon Musk et Sam Altman. Son produit le plus connu est **ChatGPT**, une intelligence artificielle générative capable de produire des textes, images ou codes à la demande.

Dimension économique

Fonctionne sur un modèle freemium : accès gratuit limité, version payante (ChatGPT Plus) avec IA plus performante.

Objectif : fidéliser l'utilisateur gratuit, puis le convertir en abonné payant.

Les données des utilisateurs servent aussi à entraîner les modèles d'IA.

Stratégie d'attention

ChatGPT répond de manière bienveillante, empathique, parfois personnalisée.

→ Ce n'est pas « par gentillesse », mais pour créer un **lien émotionnel** et vous inciter à revenir.

L'IA cherche à développer une complicité avec l'utilisateur en vue de le fidéliser.

Dimension géopolitique

OpenAI est soutenue par Microsoft, géant américain du cloud et de l'armement numérique.

L'IA est un instrument de puissance nationale : maîtriser la langue, les données et les récits, c'est maîtriser l'influence mondiale.

Les États-Unis cherchent à garder l'avance technologique sur la Chine et l'UE.

Questions au groupe

1. Pourquoi une IA « gentille » peut-elle poser problème ?
2. Quelles sont les données utilisées pour entraîner ChatGPT ?
3. Peux-tu expliquer ce qu'est une « hallucination » pour une IA conversationnelle ?

Article pour répondre à la **question 2** :

app.brief.eco/article/2025-02-05-2262-comment-fonctionnent-les-entreprises-de-lia

FICHE ACTEUR 3

G Google

Gemini, Google Search, Gmail, YouTube, Chrome, Android

Qui ?

Google, fondé en 1998, est aujourd'hui la première porte d'accès à l'information mondiale. Son IA **Gemini** (anciennement Bard) veut intégrer l'intelligence artificielle dans tous ses services (recherche, mails, YouTube, etc.).

Dimension économique

Publicité ultra-ciblée, rendue possible par la **collecte massive de données** (requêtes, géolocalisation, historique, vidéos).

Objectif : maintenir les utilisateurs dans son écosystème (Android, Chrome, YouTube, etc.).

Gemini doit permettre à Google de **rester leader** face à OpenAI.

Stratégie d'attention

En contrôlant la recherche mondiale, Google oriente ce que les internautes lisent et donc ce qu'ils vont croire.

Ses IA « optimisent » les résultats, mais selon ses propres critères (rentabilité, visibilité, conformité aux lois des États-Unis).

Dimension géopolitique

Google est un **acteur stratégique américain**, proche du gouvernement.

Sa domination mondiale fait des États-Unis une **puissance informationnelle** : ses lois, ses valeurs et sa langue structurent l'espace numérique global.

Questions au groupe

1. Peux-tu fournir une donnée chiffrée sur le modèle économique de Google (pourcentage du chiffre d'affaires provenant de la publicité, valeurs en bourse en 2024, etc.) ?
2. Pourquoi Google a été condamné par des juridictions européennes ?
3. Comment l'Union européenne pourrait chercher à réguler Google ?

Article pour répondre à la **question 2** :

france24.com/fr/20180718-google-amende-record-europe-concurrence-android-smartphone

FICHE ACTEUR 4

ByteDance TikTok

Qui ?

TikTok est une application chinoise de partage de vidéos courtes, créée par l'entreprise ByteDance en 2016.

Dimension économique

Gratuit, mais financé par la publicité et la revente de données comportementales.

L'algorithme est extrêmement performant pour maintenir l'attention (« For You Page »).

Objectif : maximiser le temps passé sur l'application.

Stratégie d'influence

L'algorithme met en avant des contenus divertissants, parfois clivants.

Il est accusé de favoriser des récits ou des tendances politiques qui servent les intérêts chinois.

Dimension géopolitique

TikTok est soupçonné d'être un **outil d'influence** de la Chine.

Les États-Unis et l'UE craignent que **les données** des citoyens occidentaux soient accessibles par le gouvernement chinois.

Il symbolise la **concurrence stratégique sino-américaine**.

Questions au groupe

1. Combien y a-t-il d'utilisateurs de TikTok dans le monde ? Aux États-Unis ? Au sein de l'Union européenne ?
2. Pourquoi TikTok est-il accusé d'être dangereux pour la santé mentale ?
3. Pourquoi les États-Unis ont-ils voulu interdire TikTok ?

Article qui peut aider à répondre aux **questions 2 et 3** :

app.brief.eco/article/2024-05-01-2049-le-modele-economique-de-tiktok

FICHE ACTEUR 5

DeepSeek

Qui ?

DeepSeek est une IA générative développée par une start-up chinoise avec le soutien des autorités chinoises.

Dimension économique

Soutien massif de l'État chinois : **objectif stratégique** avant tout.

Peu rentable, mais vitale pour l'**indépendance technologique** de la Chine.

Certaines IA sont intégrées dans des services publics ou dans la surveillance.

Stratégie d'influence

Les IA chinoises mettent en avant des contenus non critiques envers le régime.

Objectif : diffuser la **vision chinoise** du monde, limiter les critiques et renforcer la cohésion nationale.

Dimension géopolitique

La Chine veut rivaliser avec les États-Unis en IA et construire un **Internet souverain**.

Ces outils sont considérés comme des armes d'**influence** et de **soft power**.

DeepSeek illustre la volonté de sortir de la **dépendance technologique** occidentale.

Questions au groupe

1. Pourquoi le gouvernement chinois a voulu développer sa propre IA ?
2. Combien le gouvernement chinois a-t-il investi dans DeepSeek en 2025 ?
3. Peux-tu donner un exemple d'information que tu ne trouveras pas en demandant à DeepSeek ?

Article pour répondre à la **question 1** :

france24.com/fr/%C3%A9co-tech/20250127-deepseek-menace-made-in-china-g%C3%A9ants-am%C3%A9ricains-intelligence-artificielle

FICHE ACTEUR 6

Union européenne

Qui ?

En dehors de l'IA conversationnelle Mistral, l'Union européenne n'a pas ses propres géants du numérique. Elle tente néanmoins d'encadrer ceux des autres puissances internationales.

Le **DSA** (Digital Services Act) est sa principale arme réglementaire.

Dimension économique

L'UE impose des **règles** aux plateformes (transparence, modération, protection des données) qui ont des effets directs sur leurs modèles économiques.

Stratégie d'influence

L'UE cherche à créer un modèle de numérique **éthique**, centré sur les droits des citoyens, via la législation.

Dimension géopolitique

L'Union européenne est prise entre les **États-Unis** et la **Chine**, qui promeuvent chacun leur modèle à travers leurs géants du numérique.

En régulant les plateformes, l'UE défend une troisième voie démocratique : **souveraineté numérique** et protection des **droits fondamentaux**.

Questions au groupe

1. Qu'est-ce que le DSA (Digital Services Act) et quand est-il entré en vigueur ?
2. Quelles sont les principales obligations imposées aux grandes plateformes par le DSA ?
3. Pourquoi l'UE a-t-elle aussi adopté un AI Act (réglementation sur l'intelligence artificielle) ?

Article pour répondre aux **questions 1 et 2** :

franceinfo.fr/Internet/securite-sur-Internet/sept-questions-pour-comprendre-le-digital-services-act-qui-va-desormais-encadrer-les-geants-du-web_6023162.html

Le populisme au XXI^e siècle

Pour la
spécialité
HGGSP

La défense du peuple face à une élite est le principal argument de partis politiques qui connaissent de plus en plus de succès électoraux dans le monde. Incarnés par des figures charismatiques et profitant d'une lassitude vis-à-vis des partis traditionnels, ces mouvements, lorsqu'ils arrivent au pouvoir, peuvent menacer l'État de droit pour mener leurs politiques.

Le concept

Le populisme naît d'une tension intrinsèque à la démocratie : celle entre la souveraineté du peuple et sa représentation. Il repose sur la conviction que les élites au pouvoir trahissent la volonté populaire, ce qui nourrit une profonde défiance envers les institutions représentatives. Cette rhétorique oppose systématiquement un « peuple » vertueux à une « élite » illégitime. Cette opposition se décline différemment selon le spectre politique : le populisme de droite tend à définir le peuple par son identité culturelle (une vision essentialiste), tandis que le populisme de gauche insiste sur sa condition sociale et économique (une vision de classe). Toutefois, tous deux prospèrent sur un terreau commun : le sentiment de déclassement, l'accroissement des inégalités et les crises liées à la mondialisation. **Les discours populistes reposent sur une incarnation forte d'un chef charismatique, un recours important aux émotions et « des solutions simplistes »** plutôt qu'un programme détaillé, explique Badreddine El-Kacimi, politologue spécialisé dans l'analyse des discours, dans un article publié en 2024 dans la revue Hermès. Depuis le début des années 2000, « nous sommes passés de simples mouvements populistes à des régimes populistes », estimait le sociologue Alain Dieckhoff dans un article publié en 2018 sur le site du Centre de recherches internationales de Sciences Po. Il soulignait alors qu'une fois leurs représentants élus, les mouvements populistes se caractérisent par « une recentralisation du pouvoir aux mains de l'exécutif ». Ces dernières années, ce sont surtout les populismes de droite qui ont remporté des succès électoraux, comme l'illustre les dates-clés choisies ici.

Aux origines du populisme

Apparu au XIX^e siècle, le populisme resurgit sous diverses formes à chaque crise de la représentation politique. Il a historiquement accompagné des mouvements de gauche comme de droite.

Source indicative : Les populismes dans le monde (Guy Hermet, Fayard, 2001)
Territoires nationaux tels qu'à la fin du XIX^e siècle

1861-1881

Le populisme russe

Influencés par des penseurs russes, des jeunes issus de l'intelligentsia urbaine s'opposent en Russie à la noblesse, qu'ils jugent immorale et décadente. Ils reprochent au tsarisme d'importer le capitalisme industriel, qui met fin aux solidarités paysannes et accroît la misère urbaine.

Ces militants qui se font appeler *narodniki* (populistes en russe) défendent un socialisme agraire qui les pousse à aller à la rencontre des paysans pour les convaincre de se révolter et de renverser le tsar.

1887-1891

Le boulangisme en France

Ancien ministre de la guerre écarté par le chef du gouvernement en 1887, le général Boulanger devient le chef charismatique d'un mouvement populiste qui loue son esprit de revanche contre l'Allemagne, qui a vaincu la France lors d'une guerre en 1870-1871. Critique du parlementarisme et de la corruption de la III^e République (1870-1940), il remporte en 1888 plusieurs élections avec son programme : « Dissolution, Révision, Constituante ».

Encouragé à renverser le pouvoir après avoir été élu député à Paris en 1889, il s'y refuse. Son suicide en 1891 met définitivement fin au mouvement.

1892-1900

Le People's Party aux États-Unis

Face à la concentration du pouvoir économique par des fortunes financières et industrielles, des agriculteurs du Sud et de l'Ouest des États-Unis s'organisent en parti politique, le People's Party, fondé en 1892.

Ses membres, qui se désignent comme populistes, militent pour une meilleure répartition des richesses et pour un contrôle populaire sur l'économie, par exemple en nationalisant les chemins de fer.

Les dates-clés

📅 2001

L'émergence d'un national-populisme

Le 7 octobre 2001, Narendra Modi devient Premier ministre du Gujarat, un État indien proche du Pakistan. Selon le chercheur et spécialiste de l'Inde Christophe Jaffrelot, ce représentant du Parti du Peuple indien (BJP, extrême droite) incarne un « national-populisme » qui se traduit par « une personnalisation extrême du pouvoir et un style managérial de gouvernance ». Il refuse « les débats contradictoires et les conférences de presse : sa parole, prononcée au nom du peuple, ne pouvait de facto être remise en cause », analyse-t-il dans un autre article publié en 2018.

... →

→ 2001 (suite)

Premier ministre de l'Inde depuis 2014, il se présente « comme un outsider, un homme de la plèbe luttant contre l'establishment, l'élite politique », estime le chercheur dans une interview parue en 2019 dans une publication éditée par Sciences Po. Narendra Modi considère que les hindous, qui représentent 80 % de la population indienne (selon le recensement indien de 2011), « sont le seul corps politique légitime, la supériorité du nombre étant convertie en supériorité politique, culturelle et sociale », explique la politologue Charlotte Thomas dans un article de 2020 paru dans la revue de recherche Études. Elle ajoute : « Par opposition, les minorités musulmane (14 %) et chrétienne (2 %) sont jugées déloyales en raison de leur ethnicité prétendument allogène. Citoyens illégitimes au sein d'une nation organique, ils doivent se soumettre à la "communauté majoritaire" hindoue. » Narendra Modi sera mis en cause, notamment par un documentaire de la BBC en 2023, pour son rôle dans des massacres antimusulmans intervenus dans le Gujarat en 2002, en demandant à la police de ne pas intervenir.

2010

Une rhétorique complotiste

Viktor Orban, à la tête du parti d'extrême droite Fidesz, est élu Premier ministre de Hongrie en 2010, après avoir déjà occupé cette fonction de 1998 à 2002. Ses discours se caractérisent par une insistance sur « la défense de l'identité hongroise » et par un ton « anxiogène » au sujet de l'Europe, analyse le linguiste Thomas Szende dans un article publié en 2020 sur le site The Conversation. Anti-immigration, Viktor Orban affirme à plusieurs reprises qu'il existe un « plan » organisé par l'UE pour permettre l'arrivée massive de personnes immigrées en Europe. En 2018, il accuse l'UE de vouloir « diluer, changer la population de l'Europe en sacrifiant notre culture » et en 2019, il affirme qu'elle veut « forcer la répartition de migrants avec des quotas obligatoires pour les pays membres ». Il relaie ainsi des théories complotistes, comme celle dite du « grand remplacement », qui prétend qu'un changement culturel dû à l'immigration est en cours et soutenu par une élite. **Populismes et complotismes sont souvent liés, car « au cœur du discours populiste, il y a l'idée du confiscation du pouvoir par une élite, l'idée d'un complot contre les peuples »,** souligne le politologue Rudy Reichstadt dans un podcast de Franceinfo diffusé en 2023.

 2023**Rejet des partis traditionnels**

Seulement deux ans après son entrée en politique, Javier Milei remporte en 2023 l'élection présidentielle en Argentine avec plus de 55 % des voix au second tour. Ultralibéral, il se définit comme « anarcho-capitaliste » et a le soutien de Donald Trump, alors ancien président américain. Pendant sa campagne, Javier Milei se positionne comme un candidat antisystème en dénonçant la « caste » politique. Pour symboliser son intention de supprimer des ministères, de réduire le budget de secteurs comme l'éducation et la santé ainsi que de privatiser des entreprises publiques, il brandit une tronçonneuse. Face à la crise économique du pays, où l'inflation dépasse les 140 % sur un an au moment de son élection, il promet de supprimer la banque centrale et remplacer le peso argentin par le dollar, ce qu'il n'a finalement pas réussi à instaurer, après deux années de présidence. Le succès électoral de cet « outsider » montre chez les électeurs « un ras-le-bol vis-à-vis des partis politiques traditionnels qu'ils tiennent pour responsables de la crise », expliquait à Brief.me au lendemain de l'élection présidentielle la politologue Lucia Vincent.

 2025**Menaces contre l'État de droit**

De retour au pouvoir en janvier 2025 après un premier mandat de 2017 à 2021, le président américain, Donald Trump, multiplie « les attaques contre les institutions », une caractéristique du populisme au pouvoir, analyse la politologue Elisa Chelle dans un article publié en septembre dernier sur le site The Conversation. Un mois après son investiture, la Maison-Blanche annonce que sa propre équipe de communication gèrera les autorisations d'accès au bâtiment pour les journalistes, jusque-là attribuées par une association de correspondants. Pour pouvoir imposer des droits de douane supplémentaires, Donald Trump s'appuie sur une loi sur les pouvoirs économiques d'urgence, censée s'appliquer en cas de menace pour la sécurité du pays, ce qu'une cour d'appel juge illégal en août. **Ces menaces contre l'État de droit, un concept qui implique l'égalité devant la loi et le respect de la séparation des pouvoirs, sont présentées comme une façon de « faire primer la volonté » du peuple sur les institutions,** analyse Elisa Chelle.

Analyse du discours populiste contemporain



Durée : 55 minutes

Public : activité à destination des lycéens en HGGSP

Matériel pédagogique fourni : une fiche A4 « Repérer le discours populiste » à remplir par les élèves, 4 fiches types d'exemples corrigés (Milei, Trump, Morales, Sanders) pour l'enseignant

© iStock - gorodenkoff

L'atelier prend la forme d'un travail d'enquête et d'analyse où les élèves vont, par groupes, étudier les discours de quatre figures populistes contemporaines (Milei, Trump, Morales, Sanders). Après avoir identifié leurs ressorts rhétoriques, les émotions qu'ils mobilisent et leurs idées principales, le but est ensuite de faire ressortir les caractéristiques communes du populisme, et les différences entre populisme de gauche et de droite. Cette activité pédagogique vise à fournir aux élèves les bons outils pour analyser de manière critique la rhétorique politique en général et les discours populistes en particulier.

Objectifs pédagogiques :

- Identifier les caractéristiques du populisme contemporain
- Analyser les ressorts rhétoriques et émotionnels du populisme
- Comprendre les effets politiques du populisme
- Développer son esprit critique sur les discours politiques

 DÉROULÉ

1 . Introduction au concept de « populisme » (10 min)

L'enseignant écrit au tableau le mot « populisme ». Les élèves doivent noter trois mots ou expressions qui leur viennent spontanément en entendant ce terme. L'enseignant dessine trois bulles au tableau :

-  « Le peuple contre les élites »
-  « La critique et le contournement des corps intermédiaires (justice, médias) »
-  « Un discours formulé au nom du peuple »

Les élèves disent à l'oral si leurs mots renvoient à l'une de ces trois catégories. Ensuite, en 2 minutes, l'enseignant introduit la distinction :

- **Populisme de droite** : le peuple est « ethnique », homogène, menacé par l'étranger (Orban, Trump, etc.).
- **Populisme de gauche** : le peuple est « social », opposé aux puissances économiques (Morales, Sanders, etc.).

Illustration inédite du mélange des deux : la coalition « 5 étoiles – Ligue du Nord » en Italie (2018–2019).

2 . Identifier les traits du discours populiste (25 min)

Par groupe de trois, les élèves reçoivent un personnage parmi quatre dont ils doivent étudier la rhétorique : Milei, Trump, Morales, Sanders. Ils doivent ensuite remplir la fiche « Repérer le discours populiste », en indiquant où et quand le discours a eu lieu, quels éléments rhétoriques l'orateur utilise, les émotions qu'il cherche à susciter, et les idées défendues dans le discours.

En fonction du dirigeant qu'ils ont reçu, ils doivent consulter les contenus suivants :

- **Milei** : legrandcontinent.eu/fr/2025/01/25/milei-a-davos-le-discours-integral-2/
- **Trump** : france24.com/fr/vid%C3%A9o/20251218-donald-trump-s-adresse-%C3%A0-la-nation-retrouvez-son-discours
- **Morales** : gadebate.un.org/fr/70/bolivia-plurinational-state
- **Sanders** : youtube.com/watch?v=nnEWF08_hLk (source originale, en anglais : youtube.com/watch?v=mL0crkf5Dzw)

3. Restitution et typologie comparée (10 min)

L'enseignant passe en revue les différents dirigeants populistes et invite les groupes à donner leurs réponses pour chaque trait du « discours populiste ». Il en profite pour noter au tableau des traits communs :

- L'opposition discursive entre un peuple vertueux et des élites corrompues.
- L'affirmation de la souveraineté du peuple comme principe absolu.
- Un discours fait de formules chocs, d'une forte personnalisation, et de la mise en scène d'une rupture, à travers un style conflictuel.
- La recherche d'une relation directe entre le dirigeant populiste et le peuple.

Et des différences :

- Populisme de droite : le peuple est un groupe homogène, défini ethniquement, qui s'oppose à une élite corrompue, aux corps intermédiaires (parlement, presse, justice, syndicats) et à des minorités considérées comme étrangères au peuple, et qui le pervertissent. Mesures prises : exclusion des groupes perçus comme non-nationaux (minorités, migrants), politique identitaire, opposition à la diversité, stigmatisation des opposants, atteintes à l'État de droit, autoritarisme.
- Populisme de gauche : le peuple est surtout social (les classes populaires) et l'ennemi est économique (l'oligarchie financière, les multinationales, les milliardaires). C'est ce que traduit l'expression « les 99% contre les 1% ». Mesures prises : taxation des hauts revenus, nationalisation de secteurs de l'économie, investissement public, régulation des médias.

4. Discussion collective (10 min)

L'enseignant demande aux élèves : pourquoi le populisme s'est-il développé ces dernières années ? En quoi la notion de « peuple », très floue, peut être problématique ? L'enseignant synthétise la discussion en mettant en avant que le populisme :

- dénonce souvent une crise de représentation réelle.
- mobilise une rhétorique émotionnelle et démagogique.
- se nourrit des difficultés sociales et du sentiment de déconnexion avec les élites (politiques, économiques), qui ne sont jamais clairement définies.
- s'appuie sur la recherche d'un sauveur, d'un « homme providentiel » qui pourra résoudre les problèmes de la société.

Une question à poser ?

Une remarque sur l'atelier ?

Contactez-moi, je me ferai un plaisir de vous aider.



Louis BARCHON

Chef de projet éducation
et médiation



06 51 79 19 45

lbarchon@brief.me

 FICHE ÉLÈVE
 Repérer le discours populiste
Consigne

Complète en groupe la fiche suivante sur un dirigeant populiste donné par ton enseignant en te basant sur des sources réelles, à commencer par le contenu en lien ci-dessous.

Un contenu à consulter en fonction de la figure populiste donnée par ton enseignant

Sur Milei :

legrandcontinent.eu/fr/2025/01/25/milei-a-davos-le-discours-integral-2

Sur Trump :

france24.com/fr/vid%C3%A9o/20251218-donald-trump-s-adresse-%C3%A0-la-nation-retrouvez-son-discours

Sur Morales :

gadebate.un.org/fr/70/bolivia-plurinational-state

Sur Sanders :

youtube.com/watch?v=nnEWF08_hLk (source originale, en anglais : youtube.com/watch?v=mL0crkf5Dzw)

Nom du populiste

Parti politique

Pays

 **Où et quand le discours a-t-il eu lieu ?**

 **Quel est le contexte de ce discours ?**

 **Quels sont les éléments rhétoriques utilisés dans le discours ?**

 **Quelles émotions l'orateur cherche-t-il à susciter ?**

 **Quelles sont les idées qu'il défend ?**

 CORRIGÉ FICHE 1
 Javier Milei Argentine

Parti politique La liberté avance (La Libertad Avanza en espagnol)

Article à lire

legrandcontinent.eu/fr/2025/01/25/milei-a-davos-le-discours-integral-2

 Où et quand le discours a-t-il eu lieu ?

Au Forum économique mondiale à Davos, en Suisse, le jeudi 23 janvier 2025.

 Quel est le contexte de ce discours ?

Le président argentin prend la parole à l'occasion d'un forum économique rassemblant dirigeants politiques, élites économiques, chefs d'entreprise et représentants d'institutions internationales.

 Quels sont les éléments rhétoriques utilisés dans le discours ?

Milei promeut une vision libertarienne, mettant en valeur un État minimal, le culte de la compétition et la dérégulation économique. Pour lui, le marché s'oppose économiquement, politiquement, et moralement, à une idéologie, le socialisme, représenté par l'État-providence et l'intervention publique. Cette opposition binaire lui permet de mettre en scène le combat à mort entre deux modèles de société, cherchant ainsi à susciter le sentiment d'urgence auprès de son auditoire.

 Quelles émotions l'orateur cherche-t-il à susciter ?

Il cherche à susciter :

- la peur, par un discours alarmiste qui s'appuie sur la description d'un déclin économique et civilisationnel de la société.
- la colère, contre l'État, la redistribution et le progressisme, qu'il accuse d'être responsable de tous les maux.

 Quelles sont les idées qu'il défend ?

Il veut mettre fin aux politiques sociales et à la régulation économique, et défend le marché comme le seul mécanisme efficace et moral d'organisation de la société. Cela doit passer selon lui par des réformes brutales, à mettre en œuvre d'urgence pour combattre la crise économique et morale qui menacerait le monde entier.

 CORRIGÉ FICHE 2
 Donald Trump États-Unis

Parti politique Parti républicain (Republican Party en anglais)

Vidéo à regarder

france24.com/fr/vid%C3%A9o/20251218-donald-trump-s-adresse-%C3%A0-la-nation-retrouvez-son-discours

 Où et quand le discours a-t-il eu lieu ?

Le discours a lieu à la Maison Blanche, à Washington, aux États-Unis, le 17 décembre 2025.

 Quel est le contexte de ce discours ?

Le président américain s'adresse à la population des États-Unis pour faire le bilan de sa première année de mandat.

 Quels sont les éléments rhétoriques utilisés dans le discours ?

Le président Donald Trump présente de manière catastrophiste le bilan de son prédécesseur, Joe Biden, qu'il met en miroir avec son propre bilan, qu'il juge très positif, au bout d'un an de mandat. Il multiplie les hyperboles pour accentuer le portrait très sombre qu'il fait des années Biden, et au contraire donner une vision très élogieuse de ses propres politiques, qui annonce selon lui un nouvel âge d'or pour les États-Unis.

 Quelles émotions l'orateur cherche-t-il à susciter ?

Il cherche à susciter :

- l'indignation quant au bilan de Joe Biden et au système politique, qu'il juge corrompu.
- la fierté, quant à la politique qu'il mène depuis onze mois, et qui selon lui a ramené la prospérité aux États-Unis.

 Quelles sont les idées qu'il défend ?

Par opposition à Joe Biden, présenté comme un président qui a laissé la délinquance monter et le pays s'appauvrir, Donald Trump considère qu'il a restauré le rêve américain et rendu sa grandeur à l'Amérique. Selon lui, il a mis fin à l'immigration clandestine à la frontière sud des États-Unis, qu'il juge responsable du chômage et de la hausse de l'immobilier. Sa politique aurait permis de déporter les criminels, et de restaurer la puissance militaire américaine. Sa politique de droits de douane aurait par ailleurs fait augmenter le pouvoir d'achat des contribuables américains, et les négociations menées avec les industries pharmaceutiques d'une part, avec les assurances d'autre part, auraient fait baisser considérablement les prix des médicaments et le prix des polices d'assurance pour les citoyens américains. Enfin, il tient responsable « l'escroquerie verte » (c'est-à-dire les énergies renouvelables) de la hausse du prix de l'énergie : le retour aux énergies fossiles auraient fait baisser le coût de l'énergie pour la population.

 CORRIGÉ FICHE 3 **Evo Morales Bolivie**

Parti politique Mouvement vers le socialisme (Movimiento al Socialismo en espagnol)

Résumé à lire ou vidéo à regarder

gadebate.un.org/fr/70/bolivia-plurinational-state

 Où et quand le discours a-t-il eu lieu ?

Le discours a eu lieu le 28 septembre 2015 à New York à l'Assemblée générale des Nations unies, à l'occasion de son 70^e anniversaire.

 Quel est le contexte de ce discours ?

Le président bolivien s'exprime à la tribune à l'occasion d'une session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies.

 Quels sont les éléments rhétoriques utilisés dans le discours ?

Evo Morales oppose le peuple, auquel il associe les mouvements sociaux, les peuples indigènes et les travailleurs, aux élites, incarnées selon lui par les oligarques, les multinationales et les puissances impériales. Il mobilise un registre moral pour dénoncer le capitalisme, qu'il estime responsable de la guerre, de la faim, de la destruction de la Terre.

 Quelles émotions l'orateur cherche-t-il à susciter ?

Il cherche à susciter :

- l'indignation, contre la guerre, les inégalités et les ravages environnementaux.
- la fierté, de son pays, des peuples indigènes, des travailleurs.
- l'inquiétude face au réchauffement climatique et à l'effondrement des solidarités, entre les pays et entre les riches et les pauvres.

 Quelles sont les idées qu'il défend ?

Par opposition au capitalisme, Evo Morales promeut le "vivre bien" (bien vivre en espagnol), un principe de solidarité et d'harmonie avec la nature. Il présente son pays, la Bolivie, comme un exemple à suivre, avec la nationalisation des secteurs stratégiques et des ressources naturelles et la fin de la domination des multinationales. Il faut enfin selon lui renforcer le multilatéralisme et la démocratie en rendant les citoyens davantage acteurs des changements politiques.

 CORRIGÉ FICHE 4
 Bernie Sanders États-Unis

Parti politique Parti démocrate (2015-2016, 2019-2020), sinon indépendant

Vidéo à regarder

youtube.com/watch?v=nnEWF08_hLk

 Où et quand le discours a-t-il eu lieu ?

La vidéo a été diffusée le 31 janvier 2025 via la chaîne YouTube de Bernie Sanders.

 Quel est le contexte de ce discours ?

Le discours a lieu onze jours après la seconde investiture de Donald Trump, qui a remporté le 5 novembre 2024 l'élection présidentielle américaine en tant que candidat du parti républicain.

 Quels sont les éléments rhétoriques utilisés dans le discours ?

Bernie Sanders s'adresse face caméra, seul, à l'internaute qui regarde la vidéo. Il cite plusieurs exemples pour prouver l'autoritarisme de Donald Trump, et sa collusion avec les oligarques, contre lesquels il appelle à se mobiliser. Il insiste enfin pour que l'internaute agisse, pour lui et ses proches, appelant à son sens des responsabilités.

 Quelles émotions l'orateur cherche-t-il à susciter ?

Il cherche à susciter :

- la détermination, afin de s'opposer aux oligarques et au président Donald Trump.
- l'indignation contre les milliardaires et la politique autoritaire et anti-sociale du président américain.
- l'espoir quant à la possibilité de changer les choses, contre la résignation face aux coupes brutales du gouvernement sur les aides sociales.

 Quelles sont les idées qu'il défend ?

Il enjoint à s'organiser collectivement pour empêcher Trump de mettre en oeuvre sa politique, et pour construire sur le temps long un mouvement capable de s'opposer au Parti républicain. Il défend la couverture universelle des soins de santé, la hausse du salaire minimum et la lutte contre le réchauffement climatique.